

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1252>



« Xénophobie d'Etat », questions au MRAP

- Droits et libertés -



Date de mise en ligne : mercredi 4 juillet 2012

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Ce quinquennat a été celui d'un discours politique et idéologique stigmatisant pour les étrangers et leur présence : création d'un ministère dédié à « l'immigration, l'intégration et l'identité nationale » et son rattachement au ministère de l'intérieur (hélas maintenu aujourd'hui), flot continu de lois, décrets et circulaires durcissant l'entrée et le séjour des étrangers, expulsions, avec ses objectifs et résultats chiffrés. Le tout appliqué par un harcèlement de l'Etat et de ses préfets.

Pour le MRAP, il faut parler d'une xénophobie d'Etat. Une première mesure s'impose : le moratoire des expulsions.

Quelles réponses aux ravages du racisme ?

Plus que jamais, il faut y opposer des réponses universelles et fédératrices. La lutte contre toutes les discriminations : logement, travail, doivent avoir une vertu de rassemblement. Sans oublier les discriminations institutionnelles, d'où l'exigence du droit de vote pour les étrangers afin de réunir français et étrangers dans un même espace citoyen, nécessaire pour surmonter la division des exploités.

Il faut aussi traquer le racisme, y compris au plan judiciaire. Trop de garde-fous ont sauté avec la droite au pouvoir, conduisant même le MRAP en justice contre des ministres. La commémoration de la loi de 1972 relative à la lutte contre le racisme doit-être l'occasion d'un rappel à l'égalité des droits pour toutes et tous.

Les replis communautaires sont un fléau et d'abord celui, dominant, dont Sarkozy s'est fait le porte-parole. S'il affecte aussi les exploités qui se replient sur une identité, parfois reconstruite, religieuse ou non, seule la bataille pour l'égalité des droits politiques et sociaux, permettra de s'y opposer .

Et la montée de l'islamophobie ?

L'islamisme radical et violent (guerre civile en Algérie, 11 septembre ...) mais aussi les théories et politiques du choc des civilisations (reprises par George Bush) ont favorisé l'expression d'un racisme qui, sans dire son nom, s'est placé sur le terrain religieux et culturel. Faute de perspectives humanistes et universalistes, les replis identitaires divers sont une tentation. Le mouvement antiraciste doit à la fois lutter contre toutes les manifestations et conséquences de l'intolérance et refuser de s'inscrire dans les « guerres de religions », substitut aux vrais problèmes. La construction d'une société multiculturelle est un apprentissage auquel nous devons tous participer, chacun à notre place.

Comment combattre le Front national ?

Une organisation comme le MRAP a peu de prise sur la frange historique de l'extrême-droite ou de la droite extrême, insensibles aux messages progressistes et aux droits de l'homme. Mais dans les milieux populaires, à la périphérie des villes et les campagnes délaissées, il existe un désarroi social qui alimente le vote d'extrême-droite. La seule façon d'endiguer ces désarrois vers la démagogie populiste, c'est de répondre aux attentes sociales des laissés pour comptes. C'est d'unifier ces combats pour des réponses sociales à la crise pour l'égalité des droits et la justice sociale.

Quelles mesures immédiates pour rompre avec cette spirale ?

Des réponses rapides doivent être apportées en termes de pouvoir d'achat, de travail ou de justice fiscale, cela dépend d'une volonté politique et de la mobilisation du mouvement social. C'est ainsi que ceux qui se sont trompés de colère pourront retrouver espoir.

Pour le MRAP l'urgence est de rompre avec une politique, quasi-copie de celle du Front national :

- ▶ arrêt des expulsions et de la politique du chiffre et des charters : régularisation de tous les sans-papiers
- ▶ halte à la stigmatisation de pans entiers de notre jeunesse soumise au harcèlement des contrôles policiers et des violences policières. L'intention affichée du nouveau gouvernement doit être suivie de consignes et mesures réelles et efficaces. Le MRAP y veillera.
- ▶ dispositifs efficaces de lutte contre les discriminations notamment dans l'emploi (la droite en a détruit certains d'essentiels - la Halde par exemple)
- ▶ mise en place rapide du droit de vote des étrangers pour qu'un espace citoyen réunisse français et étrangers. Ĩ

Propos recueillis par Bruno Dufour